

Le Forum social mondial : objet politique non identifié

Christophe Courtin

lundi 22 janvier 2007, mis en ligne par colaborador@s_extern@s

Depuis la première année du XXI^e siècle, Porto Alegre est devenue la capitale et le symbole de l'altermondialisme. Tout à la fois, phénomène sociétal, dynamique collective, convergence de mouvements sociaux, pôle de contestation, foire annuelle, esquisse d'un mouvement social mondial, mouvance alternative, entre Woodstock social et grande messe des sociétés civiles mondiales, le Forum social mondial échappe aux analyses classiques. Dès sa première édition en 2001, on a annoncé son essoufflement dans un antilibéralisme frustré mais à chaque réédition les observateurs attentifs s'étonnent de sa capacité à se renouveler. Cette année encore, les événements « polycentrés » de Caracas de Bamako et de Karachi infirment le déclin attendu. D'où vient alors cette vitalité ?

Le Forum social mondial : Barnum antilibéral ou contre-pouvoir antisystémique ?

En 2000, huit associations brésiliennes ont décidé d'inviter à Porto Alegre en janvier 2001 leurs consoeurs du monde entier pour réfléchir ensemble à un autre monde possible. Ce groupe de personnes a su saisir l'instant et trouver le moyen de partager avec les citoyens de la planète leurs interrogations sur l'avenir du monde, construites à partir de leurs pratiques, de leur pensée et pour certains à partir de leur spiritualité chrétienne. Leurs questions, posées en exact contrepoint au forum économique de Davos, sont simples dans leur énoncé mais appellent des réponses redoutablement complexes : comment remettre la personne humaine au cœur du développement économique ? Comment la considérer comme une fin et non comme un moyen au service des plus habiles ? Comment résoudre démocratiquement la lancinante question de l'amenuisement des ressources énergétiques fossiles ? Comment préserver la diversité culturelle dans un monde de plus en plus ouvert ? Comment sauvegarder la biodiversité face à un développement économique qui lamine la variété ? Comment faire face

au dérèglement climatique ?

Quelle est la composition de ce nouvel acteur politique qu'est la famille altermondialiste qui réunit maintenant plus de 100 000 participants à chaque édition ? Par facilité journalistique ou par paresse intellectuelle de la part de beaucoup d'observateurs, particulièrement en France, on réduit souvent la mouvance altermondialiste au rassemblement éclectique d'anticapitalistes traditionnels à la mode marxiste, léniniste ou maoïste, des trotskistes, des intellectuels organiques d'une « société civile mondiale d'en haut », des procastristes désormais adeptes de Chavez, des écologistes radicaux promouvant la décroissance, des souverainistes nostalgiques de l'État-nation ou des culturalistes identitaires, sans compter tous les porte-voix autoproclamés des victimes du désordre planétaire. Toute cette agitation baroque et colorée, issue des luttes antilibérales antérieures, possède une véritable expérience de l'activisme politique. Ces petits groupes politiques issus de la gauche et l'extrême gauche anticapitaliste traditionnelle sont probablement les plus bruyants au sein de la grande famille altermondialiste mais, s'ils participent au débat, ils sont minoritaires. Ils alimentent encore le discours altermondialiste mais ne parviennent pas à structurer la mouvance. Ils font toujours partie du décor avec leur vulgate anticapitaliste mais ils appartiennent au passé comme des monuments régulièrement fleuris, des lieux de mémoire. Les prêches de ceux qui voudraient encore jouer l'avantgarde éclairée antilibérale, Jacques Nikonoff, Bernard Cassen, Ignacio Ramonet, Samir Amin ou le Chanoine Houtard pour n'en citer que quelquesuns, ne parviennent pas à entraîner - et il s'en faut de beaucoup - l'ensemble des acteurs qui s'identifient à l'altermondialisme.

La proposition fondatrice des initiateurs brésiliens du processus du FSM en 2001 a pour origine une double intuition. Tout d'abord celle d'avoir senti qu'un peu partout dans le monde, des ONG, des syndicats, des plates-formes, des réseaux sociaux, des organisations de la société civile, des mouvements sociaux ou des associations de droits humains, avaient compris que la mondialisation néolibérale devenait plus un problème qu'une solution au développement de l'humanité. Cette compréhension de la nature profonde de ce nouveau phénomène planétaire ne passait plus uniquement par les analyses classiques de la critique du capitalisme mais d'abord par la perception criante de la marginalisation croissante d'une partie considérable de l'humanité, du déni des droits fondamentaux, de l'aspiration croissante à

des formes d'organisation démocratique et au respect des droits individuels et collectifs. La seconde intuition

tient à la culture politique brésilienne.

Au cours des dures luttes sociales et politiques des années 1970, les militants brésiliens avaient expérimenté une nouvelle forme d'activisme politique qui supposait que les processus politiques de libération passaient par des convergences à géométrie variable autour des droits fondamentaux (la terre, l'eau, la culture indigène, les minimums sociaux, le suffrage universel pour la présidentielle) plutôt que par des plates-formes politiques contraignantes qui se font toujours sur le plus petit dénominateur commun.

Ces convergences exigeaient de mener conjointement un dialogue constant entre les acteurs impliqués et un élargissement de la base politique par l'intégration de nouveaux acteurs au processus, plutôt que de vouloir la construction d'une structure politique dans une organisation hiérarchisée. En clair, la recherche volontariste de nouvelles alliances larges avec des acteurs sociaux divers était préférée à une structuration unifiée dans un mouvement, un effet de volontés collectives et démocratiques à un activisme d'appareil, l'horizontalité à la verticalité. C'est ainsi qu'autour du Parti des travailleurs de Lula, se sont agrégés, sans l'intégrer, des sociaux libéraux, des catholiques formés à l'école de la théologie de la libération et des trotskistes.

De l'aveu même de certains initiateurs brésiliens, la dynamique qu'ils ont enclenchée [1] dépasse leurs espérances : au-delà des acteurs antilibéraux traditionnels, dont certains ont

retrouvé une nouvelle vitalité dans la dynamique de Porto Alegre, la famille altermondialiste rassemble des syndicats réformistes, des mouvements d'éducation populaire, les grandes associations de défense des droits de l'homme, les mouvances féministes, les homosexuels, des associations d'intouchables indiens, des « sans » : sans terre, sans droit, sans logement, regroupés dans le réseau No Vox, des clowns activistes, des organisations de commerce équitable, des musulmans, des chrétiens, des juifs, des organisations des peuples indigènes, des plates-formes paysannes africaines et latinoaméricaines, des environmentalistes, des associations de droit au logement ou de consommateurs, des organisations de solidarité internationale du monde entier, confessionnelles ou non.

Le point commun de tous ces acteurs, le fondement de leurs revendications, est la lutte non violente pour l'accès aux droits humains (politiques, civils, économiques, sociaux et culturels), inscrits dans la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 et développés par la suite dans les grands textes internationaux qui consacrent ces droits sans pour autant les faire entrer dans le droit positif des États.

Toutes ces organisations revendiquent le droit de comprendre et de participer à l'organisation du réel à l'échelle du monde, en un mot la démocratie. Il ne s'agit plus de renverser la société mais d'en reprendre le contrôle démocratique. Il y a un peu de romantisme révolutionnaire dans tout cela mais aussi et surtout le désir d'un nouvel agir démocratique.

Des cultures politiques nouvelles sur des pratiques anciennes

Le maintien improbable depuis six ans de l'intuition « horizontaliste » des Brésiliens tient à deux raisons. D'une part, l'existence d'une charte rédigée par le noyau dur des Brésiliens qui ont anticipé dès 2001 les risques d'institutionnalisation de la dynamique et de notabilisation des leaders altermondialistes et, d'autre part, l'application à un niveau international de cette culture politique brésilienne qui passe par la recherche permanente de convergences entre les mouvements sociaux et l'élargissement du processus à de nouveaux acteurs sur tous les continents où les effets de la mondialisation prennent des formes variées en fonction des contextes culturels et sociaux.

La charte du FSM a été rédigée en 2001 peu après la première édition de Porto Alegre, par les initiateurs brésiliens du FSM qui avaient senti que la récupération était le principal danger qui guettait la dynamique. La charte est courte, 14 articles, moins de 800 mots. Elle dénonce la violence comme moyen politique, elle refuse aux mouvements armés la possibilité de participer à la dynamique, elle demande aux partis politiques classiques de rester en dehors des débats sauf s'ils y sont invités, et surtout elle interdit à quiconque, individus, ou associations, de parler au nom du FSM et de s'ériger en porte-voix officiel des sociétés civiles réunies en forum. En 2005, au nom du FSM et en contrepoint du consensus de Washington, quelques intellectuels activistes, autour de Bernard Cassen et de Samir Amin, ont tenté de lancer le consensus de Porto Alegre, ils n'ont pas été relayés. Cette année, les mêmes ont récidivé et ont tenté de lancer au nom du FSM, cinquante ans après la conférence de Bandung, l'appel de Bamako. Jusqu'à présent, l'existence de la charte a réussi à empêcher ces tentatives de se mettre à la tête de la contestation des peuples. Gageons qu'en janvier prochain au FSM 7, à Nairobi, les mêmes intellectuels nostalgiques de leur rôle passé recommenceront et essaieront probablement

de reprendre la main par un coup médiatique autour du cinquantenaire du panafricanisme.

Mais la charte proclame d'abord la liberté d'opinion, le droit à l'expérimentation sociale, la force de la concertation, de l'échange des idées et du dialogue. Elle pousse à la mise en réseau, à la création d'alliances et à la mobilisation des intelligences, des résistances et des expertises citoyennes. En janvier dernier, à Bamako, les échanges entre les refoulés de Melilla, des associations maliennes, espagnoles, françaises et italiennes de défense des droits de l'homme ont permis de jeter les bases d'un réseau international des migrations. En mars, à Karachi, les réseaux d'intouchables Indiens ont lancé une plate-forme sous-continentale qui prévoit de s'étendre à toutes les associations mondiales qui luttent contre les discriminations liées à la naissance : les esclaves en Mauritanie, certaines tribus indigènes en Amérique latine, les Roms et Gitans en Europe. À Caracas, des plates-formes paysannes paraguayennes et la Pastorale de la Terre du Brésil ont travaillé avec des associations européennes pour mener une campagne en Europe dénonçant le modèle agro-exportateur de soja qui développe l'élevage européen au détriment de l'agriculture familiale et de la forêt amazonienne. Le sommet Europe-Amérique latine de Vienne en mai dernier résonne encore des interpellations de ces militants associatifs. En janvier prochain, à Nairobi, des ONG de tout le continent africain qui se mobilisent contre les effets destructeurs (environnementaux et sociaux) des industries extractives (pétrole, or, diamants, métaux rares) se réuniront, tireront le bilan de leurs mobilisations et réfléchiront ensemble à de nouveaux modes d'action légaux. En l'espace de cinq ans, la charte est devenue à la fois le vade-mecum des sociétés civiles mondiales, leur ciment existentiel et leur étendard démocratique. Le FSM ne résume pas l'énergie de cette large mouvance altermondialiste qui s'exprime à de nombreuses autres occasions, comme lors des grandes manifestations autour des réunions de l'OMC à Seattle, Cancun ou Hong Kong, et des sommets du G8, mais il est un moment privilégié où les acteurs engagés prennent le temps de débattre, d'échanger et de construire des alliances. Certains mouvements d'extrême gauche qui n'ont pas renoncé à la lutte armée, comme les naxalites en Inde ou les maoïstes du Népal, ne voient dans le processus qu'une nouvelle forme de trahison sociale. La Chine, les pays de l'ex-Union soviétique, sont encore les

grands absents des débats animés qui agitent la famille altermondialiste. Si quelques associations activistes nordaméricaines participent au débat, il est clair que l'intégration dans le processus des grandes associations américaines de défense des droits civiques et politiques qui luttent pied à pied contre le régime du président Bush, n'est pas terminée. Cela est en particulier lié au pragmatisme anglo-saxon qui privilégie les actions efficientes (*lobby*) au processus de long terme de dynamiques sociales. Le FSM 2008 devrait revenir sur le continent américain. Au sein du conseil international du FSM [2] certains acteurs proposent Tijuana au Mexique, à la frontière avec les États-Unis, l'année de l'élection présidentielle. Comme par un effet gyroscopique, tant que le processus du FSM sera alimenté par les élargissements géographique et politique, il tiendra debout et conservera ses capacités de mobilisation et de propositions d'alternatives. À défaut de cette alimentation, la dynamique s'affaiblira et évoluera vers une structuration politique classique. Elle gagnera peut-être en lisibilité mais perdra sa vitalité et sa capacité d'être porteuse d'espoir pour les sociétés civiles.

Faut-il pour autant chercher un débouché politique unique à ce nouvel objet politique qu'est le Forum social mondial ? Certainement pas. Tous, bon gré mal gré, nous sommes pris dans un système mondialisé : les individus, les peuples, les gouvernements, les économies. Entre le modèle libéral conservateur et le modèle néokeynésien des sociaux libéraux, la mouvance altermondialiste doit faire entendre sa voix en montrant à ces derniers que les modes de régulation collectifs ne passent plus uniquement par l'État mais aussi par l'économie sociale, les budgets participatifs, la décentralisation, les constructions politiques supranationales, le renforcement démocratique des institutions internationales, régionales ou mondiales. En revanche, la nouveauté radicale de la proposition altermondialiste est de démontrer que le système actuel dominant, l'ajustement au marché mondial par le marché des capitaux, n'est pas indépassable. Cette démonstration passe par la convergence des acteurs sociaux des sociétés civiles autour de la revendication de l'accès aux droits fondamentaux et universels, une convergence de volontés.

Notes

[1] 10 000 participants à Porto Alegre au Brésil en 2001, 20 000 en 2002, 35 000 en 2003 et 50 000 en 2005. À Mumbaiï en Inde en 2004, 100 000 participants. Les trois événements « polycentrés » de 2006 : Bamako, Caracas et Karachi ont rassemblé 120 000 participants.

[2] Le Conseil international du FSM : instance de débat qui fonctionne sur le principe du consensus. Il réunit 3 fois par an une cinquantaine de réseaux associatifs mondiaux et donne les grandes orientations (agenda, thématiques). En France, Attac et le CRID sont membres du Conseil. Le CRID regroupe les grandes organisations de solidarité internationale françaises comme : le Secours populaire, Frères des hommes, Terre des hommes, le Secours catholique, le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), Ipam, Cedetim, le Secours islamique, la Ligue des droits de l'homme, etc.